

SOMMAIRE

Les GL aux côtés des réfugiés Autour du film <i>Little Palestine</i> , <i>journal d'un siège</i>	3
Sabra et Chatila, 15-18 septembre 1982. Un crime contre l'humanité resté impuni	4
Les GL aux côtés des réfugiés L'AFPS du pays de Morlaix de retour au camp de Jalazone	6
Les GL aux côtés des réfugiés Jénine. Les jeunes n'oublient pas	8
Ahmad Abu Ghoush, né à Emwas	8

ISSUE DES CAMPS DE RÉFUGIÉS, UNE NOUVELLE INTIFADA ?

La première intifada, le soulèvement palestinien de 1987, appelée « la révolte des pierres », a commencé à Jabaliya, le plus grand camp de réfugiés palestiniens, à l'extrémité nord de la Bande de Gaza. Photo Majdi Mohammed (AP)



DÉPUIS le début de la colonisation juive et le mandat britannique de la Palestine, la résistance palestinienne a été double, armée – notamment à l'époque des fedayins dans les années 1970-80, en Palestine et au dehors – et non-violente – des grandes grèves de 1936 à la résistance des « villages du mur » dans les années 2000, dont Bil'in est emblématique comme aujourd'hui Masafer Yatta dans les collines au Sud d'Hébron où les habitants s'opposent tous ensemble à la destruction de leurs maisons.

La répression par les occupants a toujours été d'une extrême violence mais la résistance, sous l'une ou l'autre forme, ou les deux, complémentaires, n'a jamais cessé. En 1987, quarante ans après le plan de partage de la Palestine qui y permettait l'émergence d'un foyer national juif et vingt ans après l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par l'armée israélienne, la première Intifada, « révolte des pierres », fut portée par une jeunesse exaspérée par la main mise israélienne sur le territoire palestinien, la violence de l'armée d'occupation et les restrictions de liberté. Une pierre à la main, des jeunes, parfois des gamins, se dressaient devant les chars israéliens, et payèrent souvent de leur vie leur engagement. Les mou-

vements de la résistance – brigades al-Aqsa du Fatah, Qassam du Hamas, etc. – s'impliquèrent aussi dans la lutte.

L'INTIFADA ACCOUCHA D'OSLO. Le processus d'Oslo aboutit à la création de l'Autorité palestinienne¹, mais aussi au dépeçage de la Cisjordanie en trois zones dont seule l'une était autonome². S'ouvrit une période qui semblait pacifiée, les dirigeants palestinien et israélien s'étant serré la main sous les yeux du parrain US le 13 septembre 1993... Mais la colonisation s'amplifia, les avancées du mouvement sioniste s'intensifièrent partout et l'Autorité palestinienne put seulement prétendre à une forme pseudo-étatique de gouvernance sur une petite partie du territoire de la Palestine historique. Elle devint rapidement dépendante de l'aide internationale et de sa coopération, notamment sécuritaire, inscrite dans les accords, avec la force occupante. Quant aux questions fondamentales, les droits des réfugiés, le statut de Jérusalem..., elles étaient remises à plus tard, entraînant l'opposition des partis de la gauche palestinienne et la colère d'une grande partie de la population.

L'écran de fumée d'Oslo se dissipa rapidement avec l'échec des négociations à Camp David en juillet 2000. Et la provocation de Sharon à Jérusalem le 28 septembre 2000 déclencha la deuxième Intifada. Mais celle-ci ne fut pas organisée comme la première, les actes de résistance armée laissèrent généralement place à des actions non-violentes, des manifestations populaires, des sit-ins... Les partis politiques y participèrent et les internationaux y jouèrent leur rôle.

Néanmoins, en 2002, pendant la réoccupation par Israël des villes de Cisjordanie, les habitants des camps de réfugiés, à Jénine, à Balata près de Naplouse, à al-Amari à Ramallah, combattirent l'agresseur israélien et subirent

SUITE EN PAGE 2

la violence de l'armée d'occupation et des colons. Ainsi le camp de Jénine, assiégé et sous les bombes pendant des semaines fut en grande partie détruit. À Balata, les écoles de l'Unrwa – parfaitement identifiables avec le sigle inscrit en grand sur les toits – portaient partout les traces des obus des chars. À Askar, près de Naplouse, les colons de Ilan Moreh tiraient sur les maisons et dans les rues, les balles dans les murs des salons en attestent encore, tandis qu'à al-Amari les gardes du président Arafat se battaient rue par rue contre l'armée israélienne.

LA « PAIX ÉCONOMIQUE ». Après la mort suspecte de Yasser Arafat en 2004 et la fin de l'Intifada en 2005, la rupture fut consacrée entre le Fatah et le Hamas, la Cisjordanie occupée et la bande de Gaza vidée unilatéralement de ses colons par Sharon. S'ouvrit une période de repli en Palestine, de développement économique programmé par l'extérieur, dans l'objectif d'installer la « paix économique ». Nombre de partis et de dirigeants politiques étaient affaiblis – voire assassinés – et n'assumèrent plus la lutte de libération nationale ni ne proposèrent une stratégie politique pour libérer la Palestine. Cette « accalmie » dura plusieurs années, mais les soulèvements et les mouvements populaires reprurent après 2011, avec cette fois des opérations armées individuelles menées par des jeunes hommes à bout de frustration et de colère³.

La résistance non violente se focalisa, elle, contre le mur d'annexion qu'Israël construit jusqu'en territoire palestinien en Cisjordanie occupée à partir de 2002. Les manifestations non violentes du vendredi connurent leur lot de victimes, les colons régnaient en maîtres sur les collines de Palestine ou dans la vallée du Jourdain, et s'attaquaient aux biens des Palestiniens et aux personnes en toute impunité. Pendant que la nomenklatura prospérait dans les institutions de Ramallah et que les entrepreneurs s'enrichissaient,



Manifestation le 25 mai 2011 à Bil'in, symbole de la contestation contre le «Mur», qui privait les villageois de plus de la moitié de leur terres pour bâtir une barrière protégeant la colonie juive de Modiin Ilit.

la jeunesse palestinienne rongait son frein.

À Gaza la résistance armée perdrait, épisodiquement, au gré des attaques israéliennes. Sous blocus, depuis 2006 Gaza s'appauvriissait, dépérissait : situation économique, sanitaire et humaine catastrophique, peur et traumas, blessures, destruction et morts. Le Hamas, aux affaires, et le Jihad islamique surtout répondaient par des roquettes aux tirs des chars et canonnières, aux bombardements aériens. Jusqu'à 2018 et les grandes Marches du retour.

TOURNANT DANS LA RÉSISTANCE.

Jusqu'à lors, les actes importants de résistance avaient pour l'essentiel été menés par les grandes forces politiques en Palestine. Les marches du retour marquèrent une rupture. Après une série d'attaques meurtrières, 2008-09, 2012, 2014, Gaza n'en pouvait plus. C'est sa population civile – constituée à 70 % de réfugié·e·s – qui se leva tous les vendredis, jeunes en tête, lance-pierres et drapeaux à la main, vers les barbelés et les miradors israéliens. La réponse coloniale, les blessures graves et les assassinats, y compris de journalistes et de personnel médical, n'arrêtèrent pas la mobilisation.

Et quand en 2021, Jérusalem fut attaquée par des colons armés et des soldats, c'est toute la population de Palestine qui s'est dressée, dans l'« Intifada de l'Unité », pour défendre la ville, le symbole national et spirituel qu'elle

représente, et l'identité palestinienne. Quand le Hamas répliqua à l'attaque, la répression de l'armée israélienne qui s'ensuivit contre Gaza entraîna des manifestations énormes, y compris en Palestine historique et jusqu'au Liban, et les jeunes étaient en première ligne. Sans armes sinon les pierres.

CHANGEMENT DE PARADIGME. En 2021 le discours sur la résistance a commencé à se modifier. Une nouvelle génération a émergé et a rapidement tenté de développer de nouvelles plateformes axées sur le local, sur la communauté.

C'est aujourd'hui surtout dans les camps de réfugiés, et aussi dans les quartiers et villages menacés par le nettoyage ethnique, que la jeunesse s'organise, indépendamment des mouvements et partis politiques dont elle se défie, et une riposte armée apparaît, qui fait craindre à Israël une « grande explosion » et une large mobilisation populaire. D'autant plus qu'en juin 2021 un sondage, mené par le Centre palestinien de recherche sur les politiques et les sondages (PSR), a révélé que 60 % des Palestiniens soutiennent « un retour aux affrontements armés et à l'Intifada ». Parallèlement, la résistance populaire se poursuit, comme à Jérusalem-Est, par des manifestations et le recours aux réseaux sociaux pour informer et organiser.

L'armée israélienne multiplie ses attaques contre les camps de réfugiés, notamment celui de Jénine, bastion historique de la résistance en Cisjordanie occupée. C'est là, lors d'un énième raid qu'elle couvrait que l'armée d'occupation a assassiné Shereen abu Akleh, journaliste vedette d'Al-Jazeera, en mai 2022, déclenchant la colère et la douleur

Sources :

<https://bakchich.info/le-nouveau-modele-de-resistance-palestinien-comment-lannee-derniere-a-redefini-la-lutte-pour-la-liberte-palestinienne/>

<https://orientxxi.info/magazine/envers-et-contre-tout-la-persistence-de-la-palestine,5798>

<https://www.contretemps.eu/palestine-revolution-moyen-orient-strategie>

de toute la Palestine. Dans le camp, des jeunes armés répondent aux attaques, quitte à y laisser la vie. Il s'agit de défendre le camp, de protéger ceux que les troupes d'occupation recherchent. Il s'agit de dignité, d'identité, de liberté.

Alors qu'Israël veut en finir avec la résistance avant qu'elle ne s'étende en ciblant un à un les résistants, les jeunes des camps ressentent un sentiment d'abandon par l'AP et l'OLP qui les laissent seuls face à l'occupant, voire collaborent avec lui. Cette génération, qui n'a connu que la colonisation et la guerre d'occupation, ne croit plus en ses dirigeants politiques et a décidé de reprendre en main son avenir. Il passe par la résistance sous toutes ses formes, y compris armée, qui est, rappelons-le, légitime. Il est remarquable que chaque fois que la répression coloniale tue ou emprisonne un jeune combattant, celui-ci devient le martyr de toute la population du camp dont il est originaire, de son quartier ou de sa ville.

Claude LÉOSTIC



Affiche de l'exposition – 200 photos, 40 textes – réalisée en 2016 par vingt habitants et habitantes du camp de réfugié-e-s de Jénine à l'initiative de la photographe Joss Dray.

1. Accord Jéricho-Gaza le 4 mai 1994, « Oslo I ».
 2. Signature à Washington le 28 septembre 1995, « Oslo II ».
- Pour la chronologie des accords d'Oslo, 1991-2000, voir *Orient XXI* : <https://orientxxi.info/documents/chronologies/chronologie-des-accords-d-oslo-1991-2000,0342>
3. En 2016, 90 % des attaques étaient menées par des hommes. Ils avaient en moyenne 24 ans.

Aux côtés des réfugiés

« D'abord, c'est une lettre d'amour aux réfugiés et aux habitants de Yarmouk. Ensuite, c'est un acte de vengeance contre le régime syrien et le silence du monde. Je tenais aussi à casser cette image stéréotypée des assiégés s'apitoyant sur leur sort. Les gens ont continué à vivre, ont résisté, surmontant leurs peurs avec un courage incroyable. Quand ils me parlent, ils nous confrontent à une réalité avec une immense dignité. Ils ne participent pas à un film et la présence de la caméra n'est qu'accessoire. Enfin, je veux que les gens changent leur regard sur les réfugiés. Si des femmes, des hommes, des familles quittent leur pays, ce n'est parce qu'ils rêvent des loisirs ou du confort de l'Europe mais parce que là où ils sont, ils n'arrivent plus à vivre. Il ne faut pas oublier le cours de l'Histoire et ses conséquences. »

Abdallah Al-Khatib



LITTLE PALESTINE, JOURNAL D'UN SIÈGE

RAREMENT un film documentaire, réalisé par un jeune Palestinien, aura connu un tel accueil dans les salles commerciales en France, après avoir été remarqué et primé lors de plusieurs festivals fin 2021. Rarement autant de groupes locaux ont accompagné en dialoguant avec le public la sortie d'un film abordant plus particulièrement la situation des réfugiés palestiniens (mais pas que !).

Alors que les GL des grandes villes profitaient de la présence du réalisateur Abdallah Al Khatib lors de sa tournée nationale en janvier 2022, d'autres ont mis à profit leur partenariat avec des cinémas indépendants, avec des organisateurs de festivals, pour promouvoir avec succès la projection du film, dans un contexte post-confinement pourtant morose. À Pau, Angers, Douarnenez, Nîmes, Brest, Sète, Barjac, Agen, Clermont-Ferrand, Besançon, du Cotentin aux Alpes de Haute Provence en passant par la Sarthe et la région parisienne... , plus d'une vingtaine de débats ont été portés par l'AFPS au cours du premier trimestre. Seule ou parfois en partenariat, comme à Strasbourg (avec Alsace Syrie) ou à Metz (avec le comité d'aide humanitaire au peuple syrien).

Ce documentaire si singulier, si fort, rend indispensable un temps de dia-

logue avec le public tellement il suscite de questionnements. Plusieurs groupes rapportent que la projection s'est achevée par le long silence d'une salle sous le choc. Le public a su saisir la force du peuple palestinien et recevoir cette grande leçon de dignité face à la déshumanisation que provoque l'état de siège.

Les demandes d'explications sur le sort des Palestiniens réfugiés ont été nombreuses, et le temps du débat a permis de mettre le film dans le contexte des révolutions arabes et de souligner, à côté des massacres du régime syrien, la responsabilité originelle d'Israël : son refus constant d'appliquer la résolution 194 et le droit au retour des réfugiés. Les documents de l'AFPS proposés lors des projections ont apporté aux spectateurs un éclairage complémentaire.

De belles expériences qui devraient inciter d'autres groupes locaux à programmer une soirée-débat autour de ce film remarquable.

Odile KADOURA

Documentaire. Liban, France, Qatar, 2021.
Couleur, 80 min. Distributeur Dulac : www.dulacdistribution.com/film/little-palestine/173
Jean-Michel Frodon / Slate :
« Little Palestine, la vie et rien d'autre »
<https://www.france-palestine.org/>
Little-Palestine-la-vie-et-rien-d-autre



Le matin du 18 septembre 1982, les journalistes qui entrèrent dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et de Chatila au Liban, virent un spectacle horrible. « Des piles de corps jonchaient les rues poussiéreuses des camps, des fosses communes avaient été construites à la hâte et les bâtiments avaient été rasés au bulldozer sur les cadavres »¹. Des hommes âgés, des femmes et des enfants. Un massacre avait eu lieu. Des milliers de morts.

SABRA ET CHATILA, 15 - 18 SEPTEMBRE 1982 UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ RESTÉ IMPUNI

LA GUERRE CIVILE libanaise durait depuis plus de six ans quand Israël intervint directement en envahissant le Liban sur décision du gouvernement de Menahem Begin. Après avoir conquis le sud du Liban, où elles attaquèrent et détruisirent des camps de réfugiés, les forces israéliennes s'attaquèrent à Beyrouth défendue par quelque quinze mille fédajins palestiniens.

Le 18 juin 1982, Israël avait encerclé les forces armées de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans la partie ouest de Beyrouth. Un cessez-le-feu, négocié par les États-Unis, avait entraîné l'évacuation de l'OLP de Beyrouth le 1^{er} septembre 1982, sous protection internationale, sur un navire français. Les soldats américains, français et italiens, garants de la sécurité des populations civiles, quittèrent le Liban dès le 11 septembre² après avoir « totalement démonté les défenses de la ville. Les mines ont été désamorçées, les barricades, les pièges et chevaux de frise éliminés. Un méticuleux ménage qui a permis aux Israéliens d'investir la ville avec une quiétude de pêcheurs à la ligne. »³

Le 14 septembre, Bachir Gemayel, chef de la milice phalangiste alliée des Israéliens récemment élu président libanais, était assassiné et, sous prétexte de représailles, l'armée israélienne occupait Beyrouth-Ouest le lendemain, « encerclant et bouclant » les camps de Sabra et de Chatila. Les chars et les transports de troupes israéliens se répandirent dans Beyrouth où ils avaient coupé toutes les communications avec l'extérieur. Le ratissage

commençait, l'OLP était dans le viseur des responsables israéliens, dont Ariel Sharon.

Selon le journaliste du *Figaro*, J.-J. Leblond, « les unités israéliennes avaient fait précéder leur progression par des appels au mégaphone : "Que les hommes se rendent pour protéger leurs familles. Il ne leur sera fait aucun mal." En fin de matinée, quelque mille cinq cents réfugiés palestiniens s'étaient rendus aux patrouilles. » Amenés à la Cité sportive proche pour interrogatoire, beaucoup n'en reviendront pas, fusillés sur place ou disparus.

À midi, les camps de réfugiés étaient complètement encerclés par des tanks et des soldats israéliens, qui installèrent des points de contrôle aux endroits stratégiques et aux carrefours tout autour afin d'en contrôler tous les mouvements. Ils bombardèrent les camps jusqu'au soir. L'état-major israélien s'était installé à cinquante mètres du camp, dans un immeuble de huit étages le surplombant. Des dirigeants

phalangistes y étaient présents, dont Elie Hobeika, chef des services secrets libanais, dont la milice aurait participé au massacre.

Le jeudi 16 septembre 1982 vers midi, une unité de près de deux cents phalangistes entra dans les camps. Pendant les quarante heures suivantes les membres de la milice phalangiste massacrèrent des milliers de civils non-armés, surtout des enfants, femmes et personnes âgées – et même les animaux –, à l'intérieur des camps encerclés, bouclés et éclairés par l'armée israélienne.

LES BOURREAUX N'ONT JAMAIS PAYÉ POUR LE CRIME IMMENSE QU'ILS AVAIENT COMMIS.

Partis au Liban pour le magazine français *VSD*, le journaliste Jacques-Marie Bourget et le photographe Marc Simon furent les premiers reporters sur les lieux. Le 17 septembre, dans l'après-midi, ils pénétrèrent dans les ruelles : crépitements des mitrailleuses, incompréhension

Mémorial pour Sabra et Chatila.



Jean Genet se rendit à Beyrouth avec Leila Shahid, eux aussi témoignèrent : « **Ce texte, c'est notre victoire sur la mort, contre l'horreur de ce que nous avons vu !** »

« Il faut bien savoir que les camps palestiniens de Chatila et de Sabra, c'est des kilomètres et des kilomètres de ruelles très étroites – car, ici, même les ruelles sont si maigres, si squelettiques que parfois deux personnes ne peuvent avancer que si l'une marche de profil –, encombrées de gravats, de parpaings, de briques, de guenilles multicolores et sales, et la nuit, sous la lumière des fusées israéliennes qui éclairaient les camps, quinze ou vingt tireurs, même bien armés, n'auraient pas réussi à faire cette boucherie. Les tueurs ont opéré, mais nombreux, et probablement des escouades de tortionnaires qui ouvraient des crânes, taillaient des cuisses, coupaient des bras, des mains et des doigts, traînaient au bout d'une corde des agonisants entravés, des hommes et des femmes vivant encore puisque le sang a longtemps coulé des corps, à tel point que je ne pus savoir qui, dans le couloir d'une maison, avait laissé ce ruisseau de sang séché, du fond du couloir où était la mare jusqu'au seuil où il se perdait dans la poussière. » (...) « Des maisons éventrées et d'où sortent des éredons, des immeubles effondrés, j'en ai vu beaucoup, avec indifférence, mais en regardant ceux de Beyrouth-Ouest, ceux de Chatila je voyais l'épouvante. Les mots, qui me sont généralement très vite familiers, amicaux même, en voyant ceux des camps je ne distinguais plus que la haine et la joie de ceux qui les ont tués. Une fête barbare s'était déroulée là : rage, ivresse, danses, chants, jurons, plaintes, gémissements, en l'honneur des voyeurs qui riaient au dernier étage de l'hôpital de Acca. »

À écouter, fiction écrite par Cristele Alves Meira en mars 2017 pour *France Inter*, « Jean et Leila à Chatila » :

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/affaires-sensibles/jean-et-leila-a-chatila-9582099>

https://media.radiofrance-podcast.net/podcast09/13940-10.03.2017-ITEMA_21255037-0.mp3



apparente sur les visages des réfugiés tétanisés. De retour le lendemain matin, ils virent « une femme enceinte éventrée, un petit garçon coupé en deux, un lambeau de chair retenant encore l'autre moitié du corps. » Ils dirent leur épouvante : « Elle nous fait oublier l'odeur, les insectes restés seuls vivants, les liquides et le sang. » Puis ils racontèrent : « Les tueurs ont traîné leurs victimes, pieds et mains liés par du fil de fer, le câble d'acier passé autour des cous. D'une poutre pend un crochet comme celui d'un boucher. »⁴

Le journaliste du *Figaro* écrit le 20 septembre : « Je reviens de Sabra. Je traîne encore derrière moi l'odeur du charnier, la puanteur de la mort. Partout des cadavres déjà noircis par le soleil et raidis. Des nuages de mouches leur servent de linceuls. Ici, la mort n'est pas silencieuse. Des pleurs, des gémissements, des hurlements poussés par des femmes résonnent à nos oreilles. Dans cet univers dément et éclaté, chaque coin de ruelle est un drame. »⁵

Qui a pu commettre cette abomination ? Si les phalangistes chrétiens d'extrême droite de Gemayel semblaient désignés, ou les milices de Haddad dans le Sud Liban, Bourget et Simon réalisèrent l'implication d'Israël : « Punaisé sur un mur de l'immeuble qui fut donc le QG de Sharon, nous découvrons, ébahis, un plan de bataille. Une carte de Beyrouth, marquée d'un réseau de flèches et d'inscriptions, ne laisse aucune place au doute : l'envahissement de Sabra et Chatila, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement israélien, a été programmé. »

La force internationale est partie trop

tôt, laissant les civils palestiniens à la merci d'une attaque meurtrière. L'OLP, assurée de la présence internationale, est elle aussi partie trop tôt. L'armée libanaise est restée l'arme au pied tandis que les troupes israéliennes se répandaient dans Beyrouth-Ouest, en violation de l'accord de cessez-le-feu négocié par les USA. Seuls des combattants du Mouvement national tentèrent d'arrêter leur progression⁶. Après une quarantaine d'heures de viols, assassinats, torture et mutilations, écrasement des maisons, les phalangistes évacuèrent les camps au petit matin du 19 septembre.

Selon les témoignages recueillis par Leila Shahid, « les habitants des camps de Sabra et Chatila sont certains que le nombre réel des victimes, Palestiniens et Libanais, s'élève à cinq mille personnes, sept mille en comptant les disparus »⁷.

Le monde entier était horrifié par l'ampleur et la sauvagerie du massacre. Une immense manifestation organisée par La paix Maintenant rassembla quatre cents mille personnes à Tel-Aviv. Les Nations unies, qui avaient condamné l'invasion du Sud-Liban par Israël, qualifièrent les événements de

« massacre à grande échelle » et d'« acte de génocide » en décembre 1982. Une enquête officielle libanaise fut diligentée qui, en 1983, conclut à « l'entière responsabilité » des forces israéliennes.

La commission Kahane d'enquête israélienne conclut, elle, à la responsabilité directe des phalangistes et à la responsabilité indirecte de plusieurs dirigeants israéliens. En 1991, une loi d'amnistie générale fut décrétée. Un nouveau rapport d'un journaliste israélien publié en juin 2022 affirme l'existence d'une connivence entre états-majors des milices libanaises et d'Israël pour présenter une version acceptable au monde. Raphael Eytan, chef d'état-major israélien suggéra aux miliciens : « Dites que vos combattants ont participé dans les camps à une mission de combat contre des éléments de l'Organisation de libération de la Palestine, et que les événements ont ensuite rapidement échappé à votre contrôle. Imputez les actes à la colère de vos combattants qui a éclaté après l'assassinat de Bachir Gemayel. »⁸

Claude LÉOSTIC

et le Groupe de travail réfugiés de l'AFPS

1. <https://www.france.palestine.org/Sabra-et-Chatila-Le-massacre/>

2. Jacques-Marie Bourget :

<https://www.chroniquepalestine.com/sabra-chatila-coeur-massacre/>

3. <https://www.youtube.com/watch?v=O9tivcQdkU>

4. <https://www.chroniquepalestine.com/sabra-chatila-coeur-massacre/>

5. <https://www.lefigaro.fr/histoire/archives/2017/09/15/26010-20170915ARTFIG00324-il-y-a-35-ans-le-massacre-de-sabra-et-chatila-au-liban.php>

6. Le Mouvement national libanais (MNL) était une coalition de partis et d'organisations active au début de la guerre du Liban. Elle était dirigée par Kamal Joublatt, chef druze du Parti socialiste progressiste (PSP).

7. Jean Genet, *Quatre heures à Chatila*, Revue d'Études palestiniennes, hiver 1983.

8. <https://www.lorientlejour.com/article/1303414/de-nouvelles-revelations-sur-sabra-et-chatila-dans-un-rapport-israelien.html>

Alors que depuis 2016, le groupe local du Pays de Morlaix (29) travaille en solidarité avec le camp de réfugiés de Jalazone, à 8 kilomètres au nord-ouest de Ramallah, aucun-e de ses adhérent-e-s n'avait pu s'y rendre depuis 2018. Reportée à deux reprises à cause de la pandémie liée au Covid, notre mission en Palestine a finalement eu lieu du 12 au 24 mai 2022 avec huit adhérent-e-s.

L'AFPS DU PAYS DE MORLAIX DE RETOUR AU CAMP DE JALAZONE



et économique et l'augmentation des besoins sont une réalité pour tous les habitant-e-s. Le prix des terrains à proximité du camp s'est multiplié par trois et la construction de nouveaux logements devient impossible. Beaucoup de personnes sont obligées d'aller travailler à l'extérieur, certains jeunes n'ayant pas de travail restent à la charge de la famille, la pression sociale, sécuritaire et économique [de l'occupation] augmente terriblement. »

« Bien qu'ils soient aussi de sa responsabilité, l'AP n'apporte pas d'aide directe aux camps pour financer leurs projets de développement. Par ailleurs, les financements de l'Unrwa ont baissé et l'aide aux réfugiés aussi, par conséquent (...)» complète Mahmoud. Et de rappeler : « Depuis soixante-quatorze ans, les Palestiniens des camps sont des réfugiés. Ils ont vécu la Nakba en 48/49 au moment de la création de l'État

C'EST la première fois que notre groupe local organisait un tel voyage, même si quatre d'entre nous retournaient en Palestine pour la deuxième ou la troisième fois, soit en partenariat avec le groupe local de Brest (2016) soit dans le cadre d'une mission nationale de l'AFPS (2018). Cette année, la finalité du voyage était double : Faire percevoir le mieux possible la situation en Palestine à celles et ceux qui parlaient pour la première fois, mais aussi faire le point sur notre coopération avec les amis du camp de Jalazone.

Sur ce dernier aspect de notre programme, nous avons deux objectifs distincts. D'abord évaluer et approfondir l'aide que nous apportons depuis plus de cinq ans à l'équipe du Centre Al-Karamah qui accompagne les enfants en situation de handicap (et leur famille) du camp de Jalazone, et des villages voisins. Faire connaître aux responsables du Comité populaire du camp les intentions de la municipalité de Morlaix de s'engager dans un partenariat avec eux sur un projet concernant l'accès des habitants à l'eau. Ce projet devant s'inscrire dans le cadre de la coopération décentralisée France-Palestine mise en place par le ministère des Affaires étrangères pour les collectivités locales qui souhaitent y souscrire.

LE CENTRE AL-KARAMAH AUPRÈS DES ENFANTS HANDICAPÉS. En restant trois jours complets dans le camp, nous avons pu atteindre l'essentiel de ces objectifs malgré un timing plutôt serré. Nous avons réussi à alterner les rencontres amicales avec celles et ceux que nous n'avions pas vu depuis trop longtemps et les réunions de travail plus formelles, mais indispensables, avec le Comité populaire du camp ou bien l'équipe de Centre Al-Karamah.

Concernant, le travail de l'équipe pluridisciplinaire du Centre Al-Karamah, nous avons constaté ce que nous

percevions à distance par les comptes rendus et les échanges de mails. Le dévouement et le sérieux de sa démarche auprès des enfants handicapés et des familles restent exemplaires malgré des besoins toujours plus importants, dans un contexte social rendu encore plus difficile par deux années de Covid.

Nous revenons, encore plus convaincu-e-s que le projet solidaire, mis en place en 2016 entre notre groupe local et le Centre Al-Karamah¹, doit non seulement se poursuivre, mais si possible s'amplifier.

UNE SITUATION DÉGRADÉE. En présence de Manar Hassouneh, directrice de l'Unrwa dans le camp de Jalazone, nous avons rencontré le Comité populaire. L'occasion pour Mahmoud Mubarak, son responsable – et représentant de tous les comités populaires des camps de réfugiés de Cisjordanie auprès de l'Autorité palestinienne –, de nous expliquer très clairement la situation : « À Jalazone comme dans tous les camps de réfugiés palestiniens, la dégradation de la situation sociale



Jeunes palestiniens du camp de Jalazone observant la colonie de Beit El, au-delà du mur de séparation, en 2016.



israélien et maintenant ils vivent dans la promiscuité subissant une importante densité d'habitants sur des espaces souvent réduits ». [Jalazone compte 16 000 habitants sur moins de 1 km².]

Pour Mahmoud : « Dans une situation si dégradée, il existe un risque d'explosion de la violence. L'exemple du camp de Jénine, où ont lieu des accrochages armés réguliers avec les soldats israéliens qui exercent une répression souvent meurtrière, est révélateur. Les trois quarts de la population dans les camps ont moins de trente ans. Les jeunes n'ont plus les mêmes espoirs politiques que la génération de leurs parents, les frustrations sont réelles devant les injustices subies par le peuple palestinien face à l'occupation israélienne ». Pour toutes ces raisons, il insiste sur la nécessité de mettre en place des projets importants qui puissent apporter du travail aux jeunes. Il rappelle aussi que tant que la question des réfugiés ne sera pas résolue – sous-entendu par l'application du droit au retour –, la question palestinienne ne saurait être résolue.

Manar Hassouneh, directrice de l'Unrwa dans le camp de Jalazone confirme les propos de Mahmoud Mubarak sur la baisse importante du budget alloué à l'antenne locale. Pour illustrer la dépendance de l'Office à l'aide internationale, elle cite l'exemple d'un engagement financier de l'Arabie Saoudite pour le déplacement de l'école des garçons, trop proche de la colonie israélienne de Beit El. Il est nécessaire que l'école soit reconstruite ailleurs [l'Arabie Saoudite a financé l'achat d'un terrain pour six millions], mais le solde de son engagement financier reste en suspens pour des raisons qu'elle semble ignorer, mais dont on peut penser qu'elles ont à voir avec la diminution des aides versées à l'Unrwa. Pourtant depuis juin dernier, ce sont quarante-huit enfants qui ont été arrêtés par les Israéliens pour avoir pénétré dans les limites de la colonie².

Manar explique que l'Office n'a pas les moyens de répondre à toutes les demandes, comme par exemple pendant la pandémie de Covid, lorsque jusqu'à deux-cents malades se présentaient chaque jour au dispensaire. Ses services ont coopéré avec le Comité populaire pour obtenir des ambulances

et conduire les malades à Ramallah. Sur la question de l'eau, elle constate que les infrastructures du camp ne sont pas adaptées et confirme qu'en effet l'Unrwa n'a pas les moyens de participer à leur réhabilitation. Et elle souligne l'impact positif pour l'embauche de jeunes du camp que pourrait avoir un nouveau projet de coopération dans ce domaine.

UNE COOPÉRATION RENFORCÉE ENTRE MORLAIX ET JALAZONE.

La suite de l'échange avec le Comité populaire est précisément consacrée à la possibilité que la ville de Morlaix – et/ou la Communauté d'agglomération – s'inscrive dans une démarche de coopération décentralisée avec le camp de Jalazone. C'est un projet qui avait été initialement proposé par notre groupe local à la nouvelle municipalité de gauche (PS, PC, Génération-s) élue en mars 2020. Pour la première fois depuis l'existence de l'AFPS en Pays de Morlaix, nous avons eu l'impression d'une véritable écoute sur la nécessaire solidarité avec la Palestine.

Si le temps nécessaire à l'installation de la nouvelle équipe et l'épidémie de la Covid n'ont pas permis que le projet se mette immédiatement en place, pour autant les contacts n'ont jamais été rompus. Ainsi, en février 2022, conjointement avec l'AJPF Morlaix et la municipalité, nous avons accueilli une délégation officielle du camp de réfugiés de Jalazone³. Cette visite a permis la confirmation d'un engagement de la municipalité dans une forme de partenariat qu'il ne restait plus qu'à définir.

Dès lors, notre voyage à Jalazone, pouvait aussi servir à cela, et notamment à vérifier que parmi les priorités absolues du Comité populaire, figure toujours la question de la distribution de l'eau potable aux habitant-e-s. En effet, cette question cruciale dans les camps de réfugiés, nos amis de Jala-

zone l'avaient déjà posée aux élus locaux lors d'une précédente venue à Brest et à Morlaix en 2018. À l'époque, la construction d'un château d'eau pour le camp était clairement évoquée, mais ce projet, très ambitieux – et pour eux et pour nous –, était resté sans suite...

Aujourd'hui, la donne est un peu différente avec la possibilité offerte aux collectivités locales, par le système de la coopération décentralisée, de financer des études sérieuses de faisabilité, en lien avec les Comités populaires, instances représentatives dans les camps de réfugiés. C'est en tous cas la première étape dans laquelle la Communauté d'agglomération du Pays de Morlaix est prête à s'engager, sans préjuger de l'avenir.

Le groupe local du Pays de Morlaix prendra évidemment toute sa place dans cette démarche qui va dans le sens d'un projet solidaire à l'échelle du camp dans son ensemble. Notamment en facilitant les contacts entre la collectivité locale porteuse du projet et le Comité populaire de Jalazone. Prochaine étape, le départ d'une délégation d'élus du Pays de Morlaix pour Jalazone à l'automne prochain, afin de poser les cadres politique et technique de ce partenariat solidaire dont nous disions, il y a peu, qu'il était « entre devenir et réalité »⁴. Aujourd'hui, l'enjeu est clairement de l'inscrire dans la réalité...

François RIPPE

1. Voir AFPS Pays de Morlaix : <https://morlaix-palestine-solidarite.jimdo.com/solidarite-avec-le-camp-de-refugies-de-jalazone/>
2. Entre le 27 et le 30 juin 2022, l'occupant israélien imposait « sa solution » en bloquant pendant trois jours l'entrée du camp près de l'école se trouvant à proximité de la colonie de Beit El – subventionnée par les proches de Donald Trump –, le temps de construire sur plusieurs kilomètres une section supplémentaire du mur de l'apartheid, à l'est du camp...
3. In Bulletin Réfugiés n° 17 / printemps 2022.
4. *Ibidem*.

À Jénine, chaque maison a sa propre histoire de tristesse et de douleur, et pourtant les habitants ne peuvent se permettre le luxe du désespoir. Il faut réagir et vivre... En donnant priorité aux plus jeunes.



Sur la banderole: « Le camp est témoin de la Nakba Le camp restera une résidence provisoire jusqu'au retour »

JÉNINE, LES JEUNES N'OUBLIENT PAS

ICI AUSSI, les enfants grandissent . Ils font partie des réfugiés de la Nakba, le déplacement forcé de 700 000 Palestiniens à la création de l'État d'Israël en 1948. Ils sont les descendants du «massacre de 2002». Ils vivent là où l'armée israélienne mène quasi quotidiennement des opérations d'une grande violence¹, souvent meurtrières... Ils subissent un état constant d'insécurité et de frustration.

Mais ce qu'avait espéré Ben Gourion pour les Palestiniens en juillet 1948, «les vieux mourront, les jeunes oublieront», ne s'est pas réalisé. Bien au contraire... Les jeunes n'oublient pas. Durant dix jours, les responsables du Centre des femmes ont permis à 110 enfants de se retrouver dans un camp d'été : casquettes, tee-shirts, déjeuners, animations, dessins, jeux, dabké, théâtre, sport, chansons et musique..., trois animatrices et des bénévoles ont encadré cette jeunesse souriante.

Leurs parents vivent avec le souvenir et leur enseignent leurs origines. Une exposition sur les villages détruits en 1948 leur a été présentée. Ces enfants savent vous parler de Zirin, Al Mansi ou Lajoun, leur village. Héritiers, témoins et victimes de la Nakba, ils connaissent le symbole du drapeau, de la clé, et du V de la victoire.

Danièle LAURIER
et AFPS Albertville
afps-savoie.org

1. Voir le précédent bulletin du GT Réfugiés (n° 17, en page 12) l'article de Pierre Leparoux.



Enfants lors du camp d'été organisé par le Centre des femmes de Jénine.

Né à Emwas en Palestine, décédé à Emmaüs Lescar-Pau

Dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 septembre, Ahmad Abu Ghoush est décédé brutalement d'une crise cardiaque à Emmaüs Lescar-Pau. Le choc, pour tous, a été terrible.

Ahmad avait quatorze ans quand les Israéliens, le 6 juin 1967, ont envahi son village, Emwas, à l'ouest de Jérusalem, en ont chassé les trois mille habitants et l'ont rasé. Ahmad et sa famille se sont réfugiés à Ramallah. Cinquante-cinq ans après, il perpétuait auprès des descendants des habitants du village le souvenir de ces événements tragiques. Ahmad a passé treize ans dans les geôles de l'occupant, mais n'a jamais renoncé à son combat pour la Palestine. Fin 2016, il avait organisé pour nous une rencontre chez lui avec Khalida Jarrar, madame Sa'adat et Salah Hamouri.

Avec des amis d'Emmaüs Lescar-Pau et des élus locaux, les militants de l'AFPS de Pau ont organisé trois voyages à Emwas, avec des Palestiniens possédant un « permis Jérusalem », dont sa nièce Dima qui a fait de l'histoire de son village d'origine un beau film, *Emwas : Restoring Memories*. Ahmad n'avait pas, lui, l'autorisation d'y aller.

Ahmad est venu trois fois en France, à Emmaüs. La première en janvier 2016, avec Dima pour l'avant première de son film, car Emmaüs Lescar-Pau l'avait aidée dans sa recherche d'archives. En juin 2017 il est venu travailler à la construction, selon un plan relevé à Emwas, d'une maison palestinienne dans le village Emmaüs, inaugurée en juillet. Cet été 2022, Ahmad était revenu avec son épouse Abeer et trois jeunes Palestiniens pour travailler, qui à la ferme, qui au recyclage, qui à la vente... Une soirée ciné-débat avait réuni une bonne centaine de personnes le 7 septembre autour du film de Dima. Nous avons eu le plaisir d'y accueillir Leïla Shahid.

« Partout dans le monde, il y a des tyrans qui pillent et exploitent, détruisent et tuent, mais il y a aussi des forces populaires qui luttent pour redonner l'espoir pour une vie plus humaine, libre, et démocratique, une vie décente, sans exploitation ni persécution. Unissons-nous dans la lutte contre l'injustice d'où qu'elle vienne pour bâtir un monde nouveau », avait écrit Ahmad à Germain, le responsable d'Emmaüs, et aux villageois en juin 2019 lors de l'inauguration d'une statue de l'Abbé Pierre sur le rond point de la rocade de Pau qui mène au village des Compagnons.

Repose en paix Ahmad !

L'AFPS Pau



Ahmad et Dima Abu Ghoush en 2016 à Emmaüs